

La levée des brevets : une avancée ou des manœuvres ?

Par Dr Omar Brixi, membre des Colibris en santé – 8 mai 2021

L'annonce unilatérale par Joe Biden, le 5 mai 2021, de la position des Etats-Unis en faveur de la levée provisoire des brevets sur les vaccins est à apprécier dans toutes ses logiques et ses retombées. Sans naïveté ni triomphalisme. Des enjeux et des complexités qui nous obligent à nous questionner et à discerner.

Des volte-face ?

Au sommet de Porto (7 et 8 mai), le président français vient de mettre en cause les Etats-Unis. Il a rappelé que les Américains se sont vaccinés, produisent peu et donnent encore moins. L'Europe produit plus et exporte un peu. Alors qu'à ce jour la répartition des doses disponibles reste inégale, aussi immorale que dangereuse.

Entre temps, les big pharma redistribuent des dividendes, et réinvestissent peu.

Est-ce les scènes des malades en quête d'oxygène ou des corps enfumés en Inde ? La multiplication des variants en différentes contrées ? La reconnaissance du risque pour tous après le chacun pour soi ? Des considérants géopolitiques : les vaccins chinois, russe, cubain distribués ou vendus à des pays démunis ? Une guerre d'influences entre pôles influents ?

Alors que, depuis le début de cette pandémie, les aspirations et les déclarations visant à faire de « *la santé, un bien public universel* » se succèdent. Alors que plus de 100 Etats, dont l'Inde et l'Afrique du Sud, bataillent depuis plus d'un an pour la levée des brevets sur les vaccins anti-covid, suite aux limites et entraves aux mécanismes mis en place par l'OMS (système Covax). Alors que les prises de position et les pétitions se sont multipliées ces derniers mois à l'initiative de personnalités et collectifs, aux institutions et organismes, nationaux et internationaux. A notre modeste échelle – celle des Colibris en santé-, nous avons, avec constance et dès le début, attiré

l'attention sur les vaccins. Les campagnes menées par les antivax n'étaient pas notre sujet. Non, notre vrai souci a toujours été la disponibilité, les capacités de production à gagner après l'innovation, les brevets et les prix, un verrou et un enjeu [dernier en date, notre Newsletter n° 11 du 19 février].

C'est probablement un peu tout cela qui a amené le président américain à une volte-face de cette nature. Outre les pressions internes venant du Congrès et autres courants de sa coalition.

Des appuis inattendus et des résistances d'emblée

Outre l'OMS qui a salué « *un moment monumental* », la Belgique, principal producteur en Europe, a approuvé, la France dit son ouverture avec un « *oui mais* », l'Allemagne, pays du BioNTech, détenteur du brevet, a dit son opposition. La fédération internationale de industries du médicament a aussitôt exprimé son refus, tout comme le patron de Pfizer, naturellement.... Les vigiles du néolibéralisme mettent subtilement en garde contre les difficultés et les risques et avancent des arguments entendables mais discutables :

- monter une usine stérile pour fabriquer des vaccins à ARN, acquérir et se répartir les composants (près de 400), transférer et partager de telles technologies et savoirs-faire. Toutes ces acquisitions ne sont pas à la portée des pays « pauvres ». Il est vrai qu'on peut leur vendre des avions de guerre

et leur apprendre à les utiliser ! Mais il est aussi vrai que le temps presse. Le président français a proposé de privilégier les dons ou de réserver 5% des doses (au niveau de la France ou de l'UE ?).

- le risque de dissuader l'innovation ou bloquer les industriels. Oubliant que l'innovation a le plus souvent démarré dans les universités et laboratoires publics avec l'argent public, qu'elle a été boostée par d'énormes investissements publics. Et surtout, occultant, le niveau des profits et les dividendes distribués aux actionnaires.

Quels que soient les motifs et intentions, il n'en demeure pas moins que la prise de positions des Etats-Unis a fait bouger les lignes et crée un précédent. D'autres étapes

L'objectif ? Aller vers la Santé, un bien universel commun et un pôle public des médicaments et produits de santé.

sont encore à franchir, dont la tenue des négociations au sein de l'OMC qui se dit prête à examiner cette question, et la pression des concernés.

Et si on se répartissait plus équitablement les doses disponibles (comme le propose le président français) tout en levant les brevets même provisoirement (comme le propose le président Biden) et surtout en partageant au plus vite les technologies et composants, comme il se doit en situation de pandémie ? Ne peut on parvenir à ouvrir d'autres sites de fabrication, et pas seulement des opérations de finition et de remplissage et franchir le pas de la production de l'ingrédient pharmaceutique actif (IPA) ? Sans compter qu'il ne s'agit pas que de produire des vaccins à ARN mais aussi les autres comme le fait déjà l'Inde.